Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ILE-DE-FRANCE

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier mensuel de conjoncture

Direccte ÎLE-DE-FRANCE
Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

5 octobre 2015

Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

  idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 6 novembre 2015.

SOMMAIRE

- ***Synthèse régionale***
  - *Page 4*
- ***Marché du travail***
  - *Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois*
  - *Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département*
  - *Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe*
  - *Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge*
  - *Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel*
  - *Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA*
  - *Page 11 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi*
  - *Page 12 : taux de chômage (Insee)*
- ***Emploi***
  - *Page 13 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi*
  - *Page 14 : déclarations préalables à l'embauche*
  - *Page 15 : évolution récente de l'intérim*
  - *Page 16 : évolution récente de l'emploi salarié*
- ***Accompagnement des mutations économiques***
  - *Page 18 : activité partielle*
  - *Page 19 : procédures de licenciement collectif*

■ tableaux mis à jour ce mois
■ tableaux plus anciens

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

En août 2015, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) augmente de +1,6 % en Île-de-France (données CVS) et de +0,6 % en France métropolitaine.

Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (cat. ABC), le nombre d'inscrits progresse de +0,6 % dans la région et de +0,2 % en France métropolitaine. En un an, la hausse en catégorie ABC s'élève à +6,0 % en Île-de-France et à +6,7 % en France métropolitaine.

Les résultats mensuels régionaux sont le résultat de l'agrégation de multiples flux d'inscription – désinscription, eux-mêmes sensibles à des effets socio-économiques complexes et contradictoires (attractivité de la région pour les actifs, sensibilité des taux d'activité à la conjoncture) mais aussi à des variations du traitement administratif des listes (cf. *note sur l'interprétation des variations des DEFM*).

Au mois d'août, un nombre important de demandeurs d'emplois qui étaient en catégorie B ou C en juillet (exerçant une activité réduite) ont basculé en catégorie A en août, expliquant en partie la forte hausse enregistrée. L'augmentation de +0,6 % pour les catégories A, B et C semble néanmoins dénoter une situation dégradée au mois d'août.

Au premier trimestre 2015, le taux de chômage francilien représente 8,8 % de la population active, diminuant de -0,1 point par rapport au quatrième trimestre 2014.

EMPLOI

Ce document intègre pour la première fois des données relatives au nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) recensées par l'URSSAF. Au premier trimestre 2015, ce nombre apparaît en hausse sur un an.

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands augmente légèrement au premier trimestre 2015 en Île-de-France, soutenu seulement par les services marchands. L'activité intérimaire enregistre un rebond au deuxième trimestre 2015, notamment grâce à l'industrie et la construction, qui s'étaient repliés ces derniers mois.

MUTATIONS ECONOMIQUES

Au mois d'août 2015, le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi, ainsi que celui des dossiers d'activité partielle, se situent à un niveau très bas, comme habituellement à cette période de l'année.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'août 2015

➢ *À compter de juin 2015, Pôle emploi accède à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux classer les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique dans la catégorie correspondant à leur situation. Ces opérations, réalisées principalement sur le mois de juin 2015, se poursuivent à la marge en juillet et en août et ont un impact à la baisse sur les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C (voir note Amélioration dans la gestion de la liste de demandeurs d'emploi).*

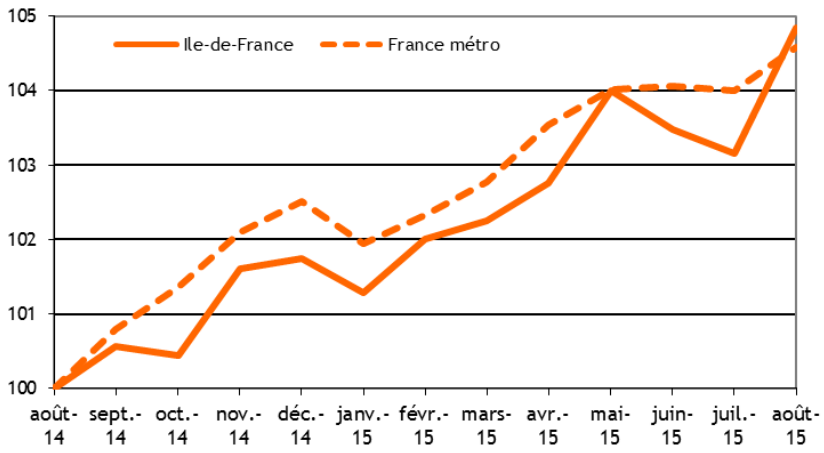
❑ En août 2015, la demande d'emploi de catégorie A augmente en Île-de-France de +1,6 % et de +0,6 % en France métropolitaine.

❑ En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emplois enregistrés augmente de +0,6 % dans la région, et de +0,2 % en France métropolitaine.

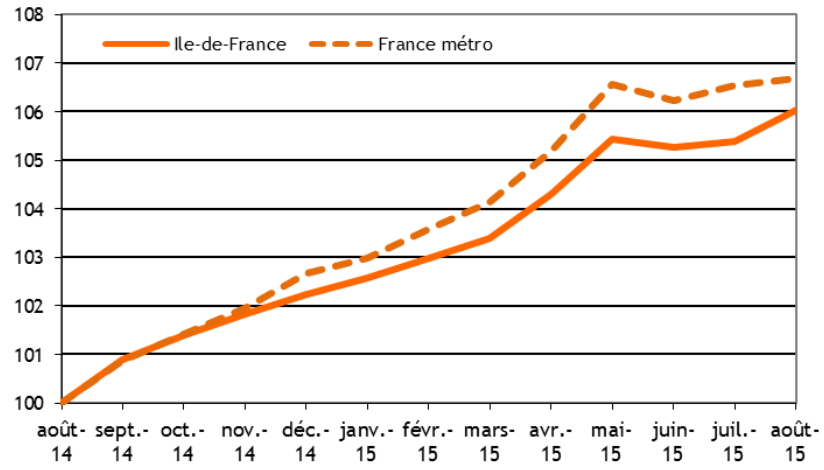
❑ Au mois d'août, un nombre important de demandeurs d'emplois qui étaient en catégorie B ou C en juillet (exerçant une activité réduite) ont basculé en catégorie A en août, expliquant en partie la forte hausse enregistrée. L'augmentation de +0,6 % pour les catégories A, B et C semble néanmoins dénoter une situation dégradée au mois d'août.

Août 2015	**Ile-de-France**	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France	**Ile-de-France**	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	**681 200**	3 571 600	**1,6**	0,6	**4,8**	4,6
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	**956 720**	5 420 900	**0,6**	0,2	**6,0**	6,7

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en août 2014)



Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en août 2014)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

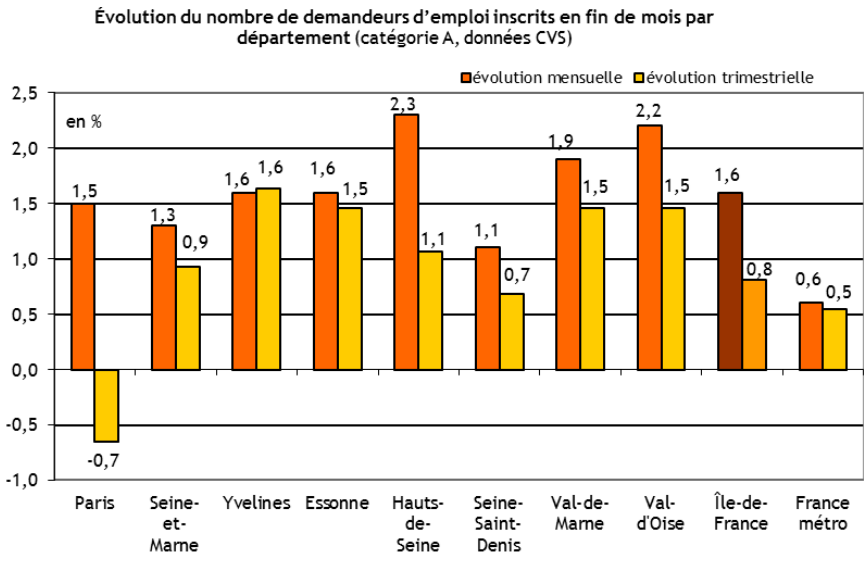
Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'août 2015

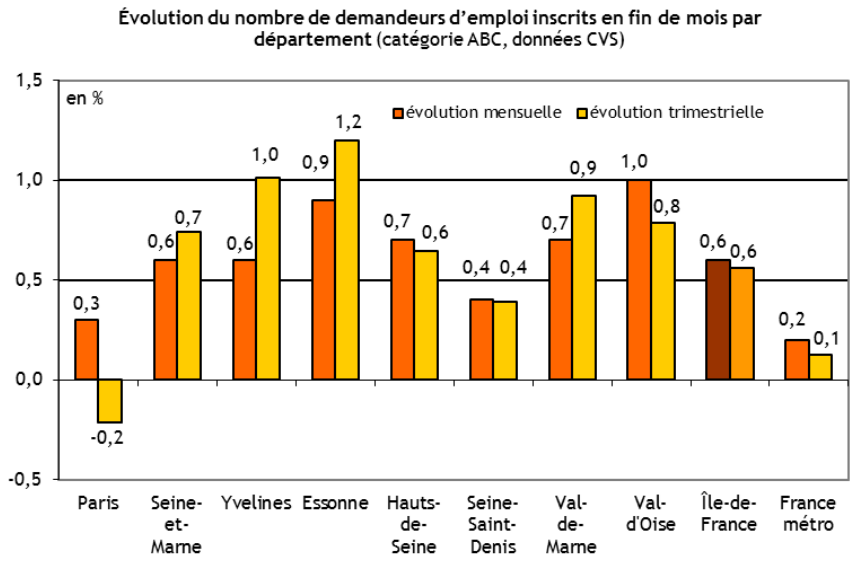
➢ *À compter de juin 2015, Pôle emploi accède à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux classer les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique dans la catégorie correspondant à leur situation. Ces opérations, réalisées principalement sur le mois de juin 2015, se poursuivent à la marge en juillet et en août et ont un impact à la baisse sur les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C (voir note Amélioration dans la gestion de la liste de demandeurs d'emploi).*

❑ En catégorie A, les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise enregistrent en août 2015 les plus forte hausses dans la région (resp. +2,3 % et +2,2 %), suivis par le Val-de-Marne (+1,9 %). La Seine-Saint-Denis (+1,1 %) et la Seine-et-Marne (+1,3 %) affichent une hausse importante, mais tout de même moins brutale.

❑ En catégorie ABC, Paris et la Seine-Saint-Denis connaissent les augmentations les plus modérées (resp. +0,3 % et +0,4 %) tandis qu'elles sont plus marquées pour le Val-d'Oise (+1,0 %) et l'Essonne (+0,9 %).

CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	135 440	1,5	200 520	0,3
Seine-et-Marne	67 180	1,3	96 310	0,6
Yvelines	64 730	1,6	90 830	0,6
Essonne	58 540	1,6	84 530	0,9
Hauts-de-Seine	82 650	2,3	113 770	0,7
Seine-Saint-Denis	122 340	1,1	164 610	0,4
Val-de-Marne	76 710	1,9	105 140	0,7
Val-d'Oise	73 610	2,2	101 010	1,0
Île-de-France	**681 200**	**1,6**	**956 720**	**0,6**
France métropolitaine	3 571 600	0,6	5 420 900	0,2





Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'août 2015

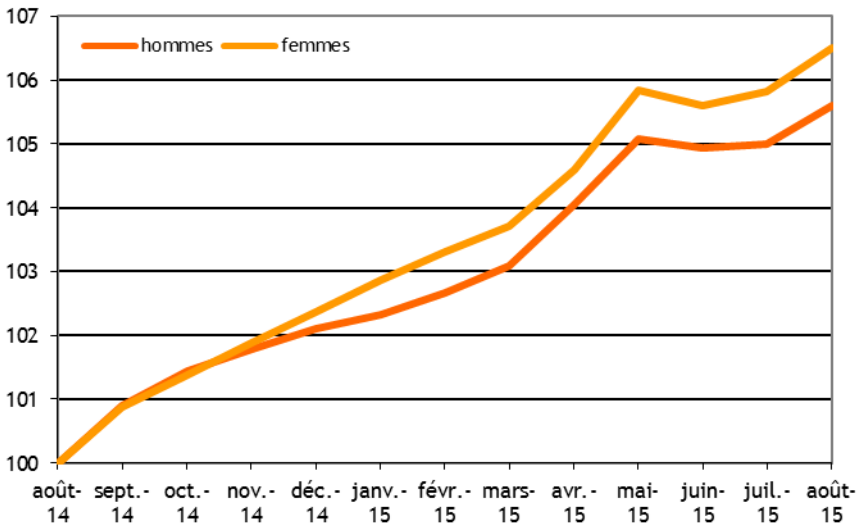
La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

➢ *À compter de juin 2015, Pôle emploi accède à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux classer les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique dans la catégorie correspondant à leur situation. Ces opérations, réalisées principalement sur le mois de juin 2015, se poursuivent à la marge en juillet et en août et ont un impact à la baisse sur les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C (voir note Amélioration dans la gestion de la liste de demandeurs d'emploi).*

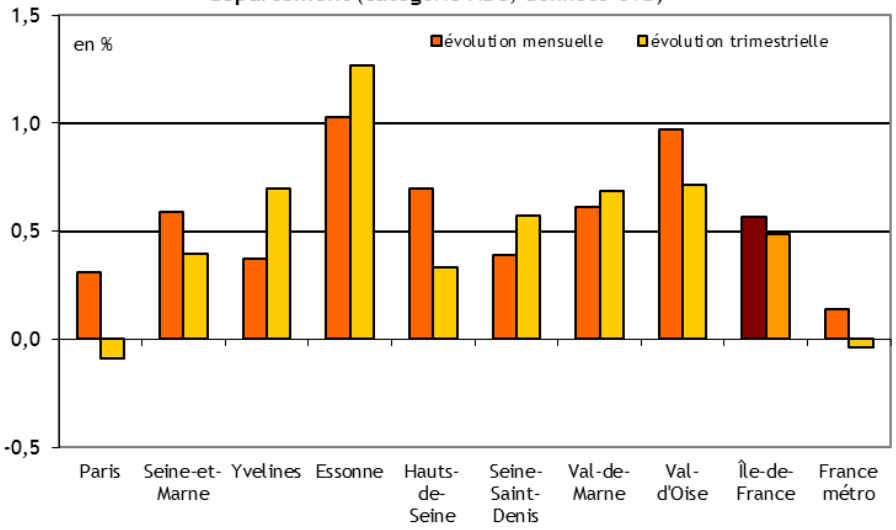
❑ En août 2015, le nombre de demandeurs d'emploi augmente en Île-de-France de +0,6 % pour les hommes et pour les femmes.

❑ En France métropolitaine, pour la même période, la hausse est plus modérée pour les hommes (+0,1 %) ainsi que pour les femmes (+0,2 %).

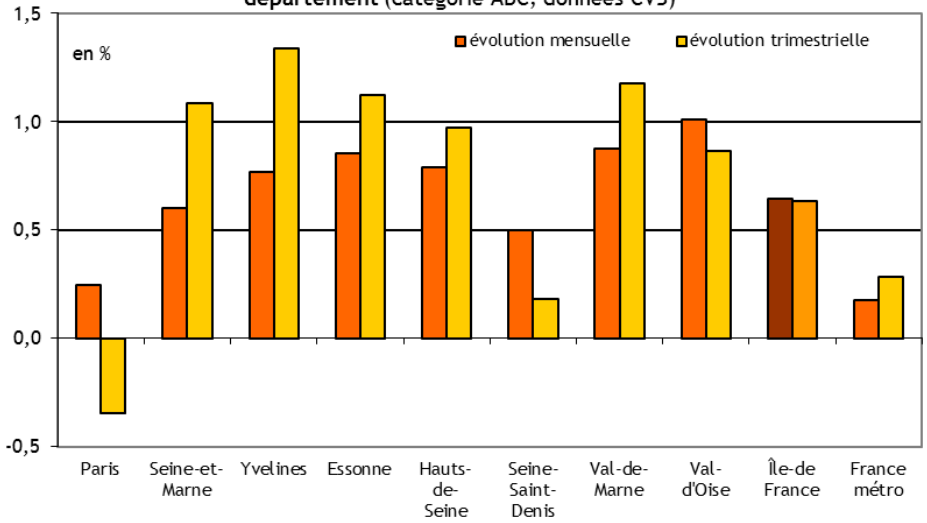
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS – indice 100 août 2014)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi – calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'août 2015

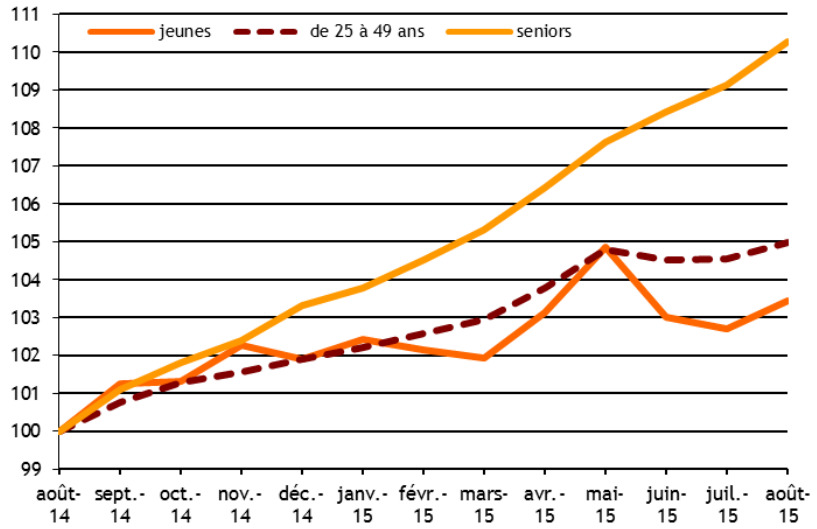
La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

➢ *À compter de juin 2015, Pôle emploi accède à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux classer les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique dans la catégorie correspondant à leur situation. Ces opérations, réalisées principalement sur le mois de juin 2015, se poursuivent à la marge en juillet et en août et ont un impact à la baisse sur les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C (voir note Amélioration dans la gestion de la liste de demandeurs d'emploi).*

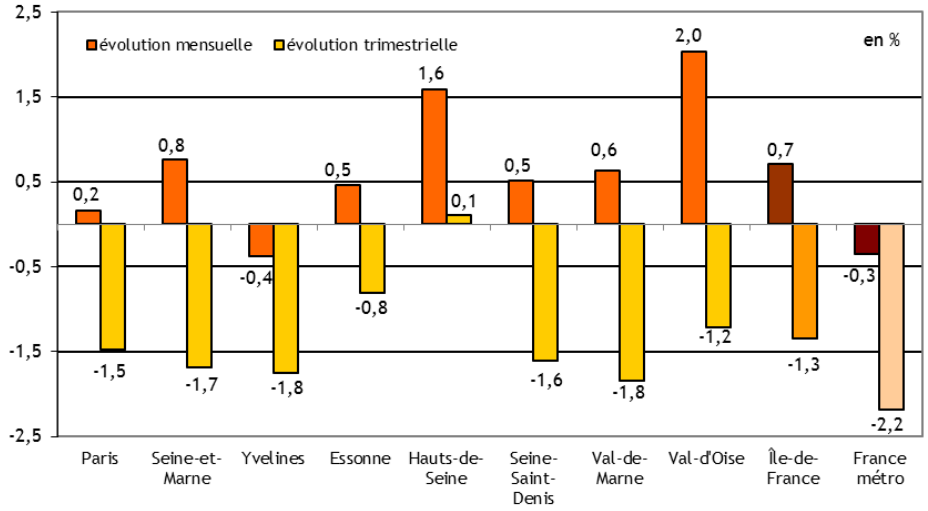
❑ En août 2015, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi augmente de +0,7 % en Île-de-France tandis qu'il diminue de -0,3 % en France métropolitaine.

❑ Ce même mois, la demande d'emploi des séniors continue de croître de manière soutenue en région francilienne (+1,0 %) et au niveau national (+0,8 %).

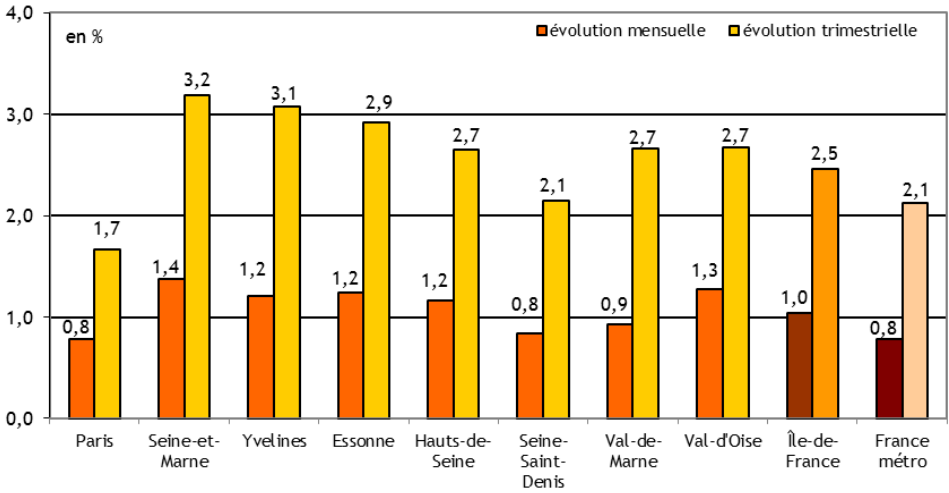
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 août 2014)



Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2015

Les demandeurs d'emploi par catégorie professionnelle* et par métier recherché

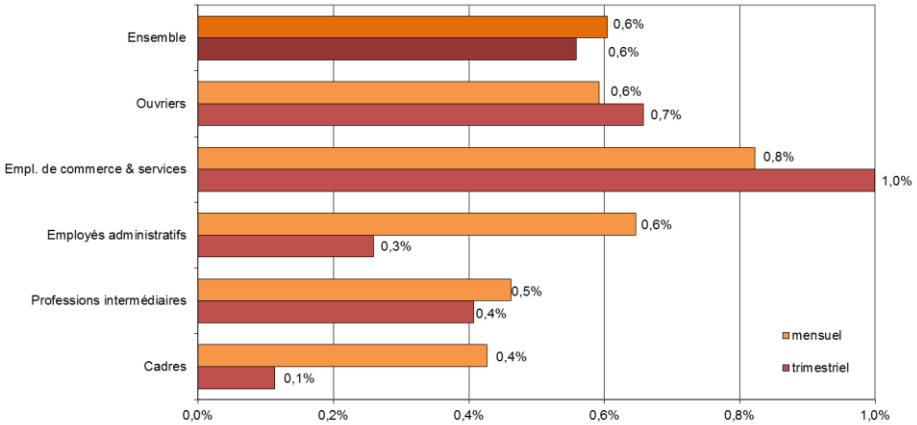
➢ *À compter de juin 2015, Pôle emploi accède à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux classer les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique dans la catégorie correspondant à leur situation. Ces opérations, réalisées principalement sur le mois de juin 2015, se poursuivent à la marge en juillet et en août et ont un impact à la baisse sur les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C (voir note Amélioration dans la gestion de la liste de demandeurs d'emploi).*

❑ En août 2015, les employés de commerce et de services affichent la plus forte hausse (+0,8 %) et les cadres la plus modérée (+0,4 %). Pour la catégorie A uniquement, en revanche, ce sont les cadres et les professions intermédiaires qui connaissent les hausses les plus marquées (resp. +2,4 % et +2,5 %).

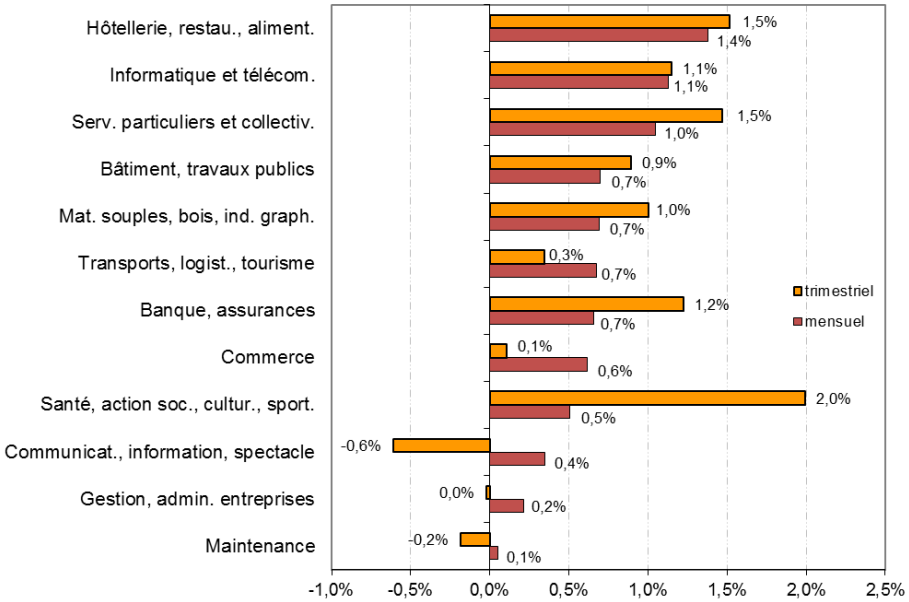
❑ Le nombre de demandeurs d'emploi augmente le plus pour l'hôtellerie et la restauration (+1,4 %). Viennent ensuite l'informatique et les télécommunications (+1,1 %) et les services aux particuliers et collectivités (+1,0). D'autres métiers sont épargnés en août et l'étaient déjà en juillet, comme ceux de la maintenance (+0,1 %) ou encore ceux de la gestion et administration des entreprises (+0,2 %). Les métiers de la banque et des assurances, d'ordinaire peu touchés, affichent de nouveau une hausse sensible (+0,7 % comme en juillet).

**La catégorie professionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.*

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC – données CVS)



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC – données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi – calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'août 2015

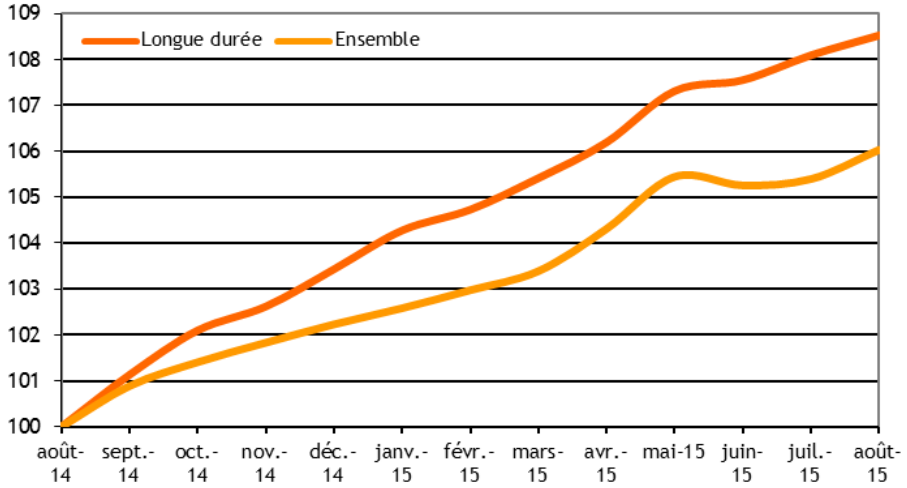
Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

➢ *À compter de juin 2015, Pôle emploi accède à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux classer les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique dans la catégorie correspondant à leur situation. Ces opérations, réalisées principalement sur le mois de juin 2015, se poursuivent à la marge en juillet et en août et ont un impact à la baisse sur les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C (voir note Amélioration dans la gestion de la liste de demandeurs d'emploi).*

❑ En août 2015, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an augmente de +0,4 % en Île-de-France et de +0,5 % en France métropolitaine. Sur un an, la hausse atteint +8,5 % en région francilienne.

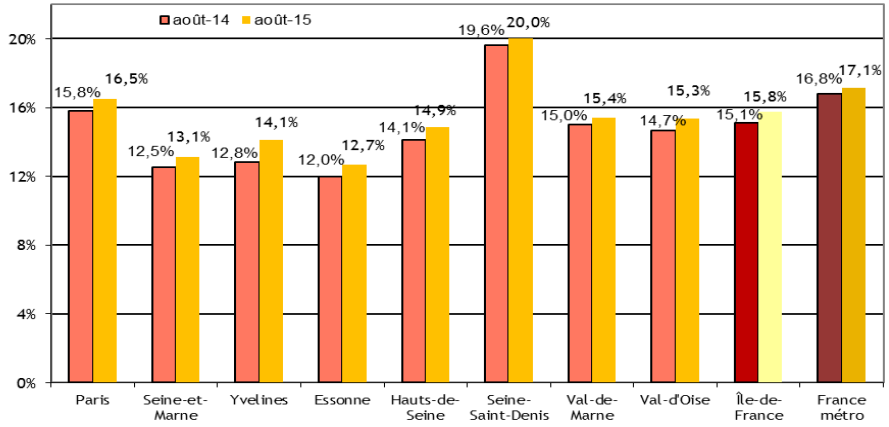
❑ 15,8 % des demandeurs d'emploi franciliens sont bénéficiaires du RSA, soit une hausse de +0,7 point en un an.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS – indice 100 août 2014)



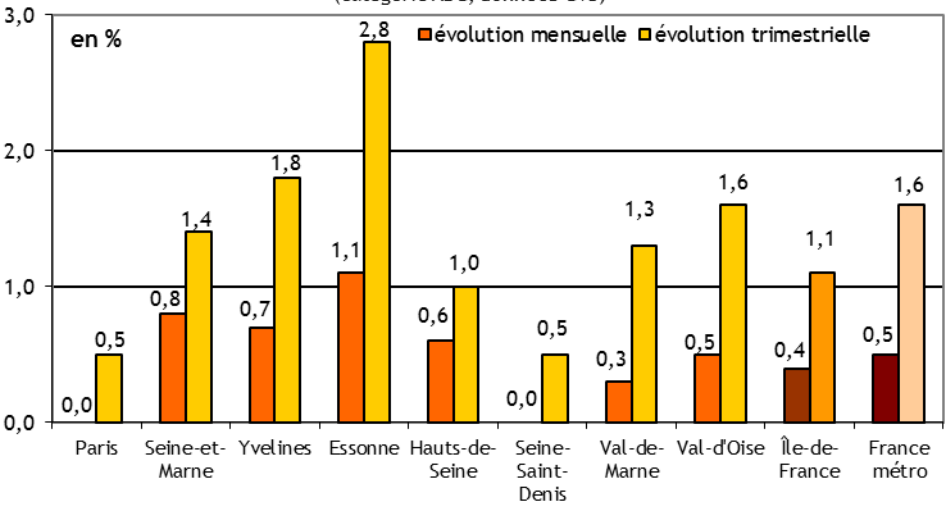
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Part des demandeurs d'emploi (ABC) ayant des droits payables au RSA



Sources : DARES / Pôle emploi - données brutes

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les entrées et les sorties à la fin du mois d'août 2015

Les entrées et les sorties de Pôle emploi

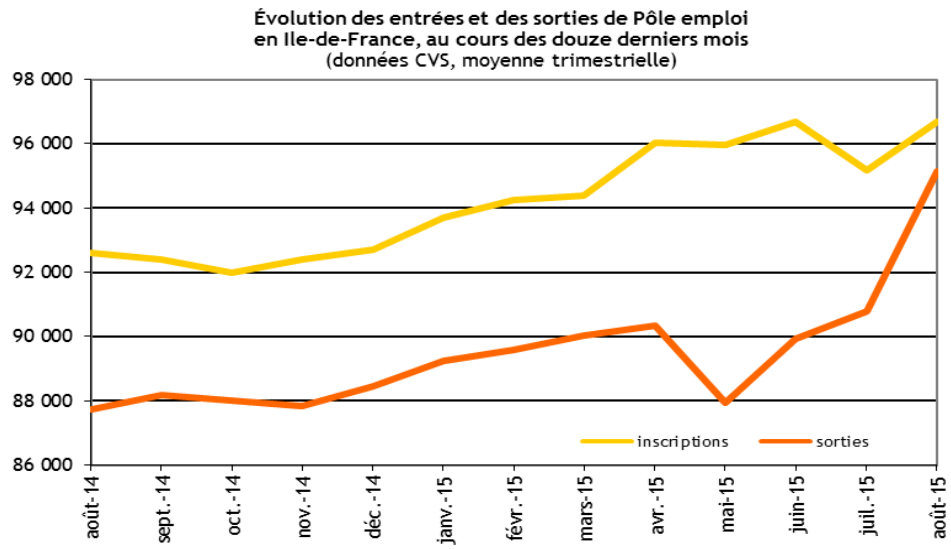
➢ *Deux événements récents ont eu un impact sur les sorties de catégories A, B, C :*

- Au mois de mai 2015, constatant que le nombre de demandeurs d'emploi ayant actualisé leur situation à la suite de la relance habituelle était sensiblement plus faible que d'ordinaire, Pôle emploi a procédé à deux relances supplémentaires. Ces particularités ont eu un impact à la baisse sur le nombre de sorties de catégories A, B, C pour défaut d'actualisation.

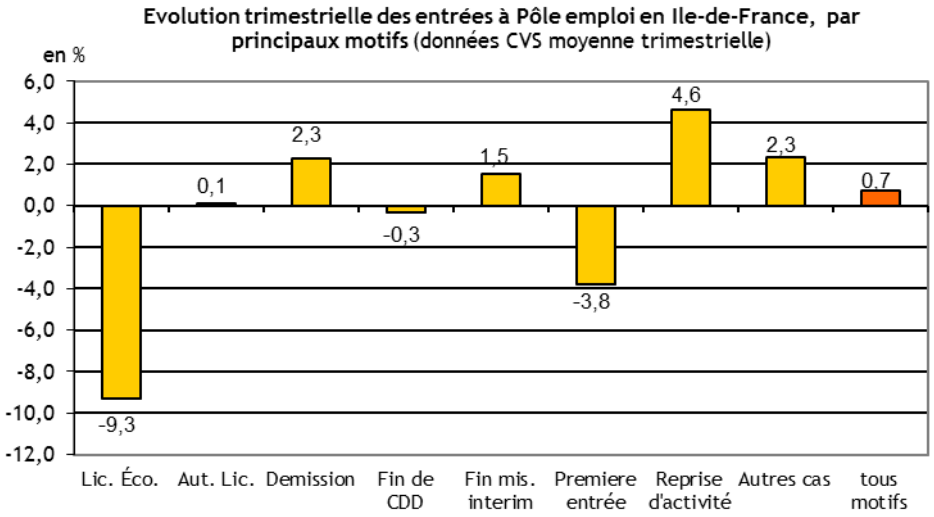
- Les opérations entreprises par Pôle emploi pour mieux classer les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique dans la catégorie correspondant à leur situation ont, à compter de juin 2015, un impact à la hausse sur le nombre de sorties de catégories A, B, C pour reprise d'emploi et pour entrée en stage. Cet impact est plus important en juin 2015, premier mois de la mise en œuvre. Au total, ces deux événements ont un impact à la baisse sur les sorties de catégories A, B, C sur la période mars-mai 2015, et à la hausse sur la période juin-août 2015 ; ils ont donc, ce mois-ci, un impact à la hausse sur la variation trimestrielle glissante du nombre de sorties.

❑ Le nombre d'entrées est à peu près stable sur trois mois glissants. Les « autres cas » concernent 45% des inscriptions, parmi lesquelles 7 % font suite à des ruptures conventionnelles. Le nombre de licenciements économiques (3 % du total des entrées) baisse fortement. A l'inverse, les reprises d'activité (6 % du total) augmentent sensiblement.

❑ Les sorties ne sont pas interprétables, les très fortes hausses observées pour les reprises d'emploi, les entrées en stage et les défauts d'actualisation étant affectées par les évènements mentionnés.



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Le taux de chômage au 1er trimestre 2015

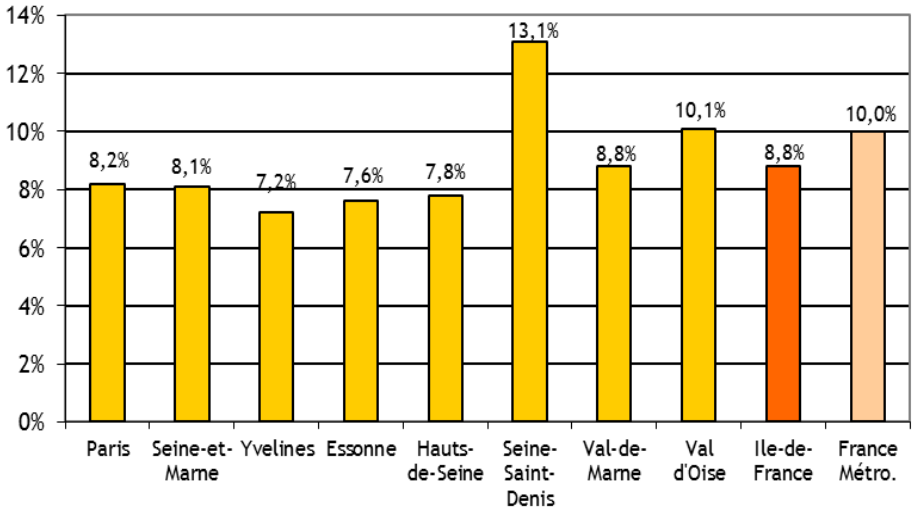
- Au premier trimestre 2015, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,8 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, en léger recul de -0,1 point par rapport au quatrième trimestre 2014. En France métropolitaine, il diminue également de -0,1 point, pour atteindre 10,0 % de la population active.

- Sur un an, le taux de chômage en Île-de-France progresse de +0,1 point et il augmente de +0,2 point sur l'ensemble du territoire français (hors DOM). Le taux francilien reste nettement inférieur (-1,2 point) au taux de chômage en France métropolitaine.

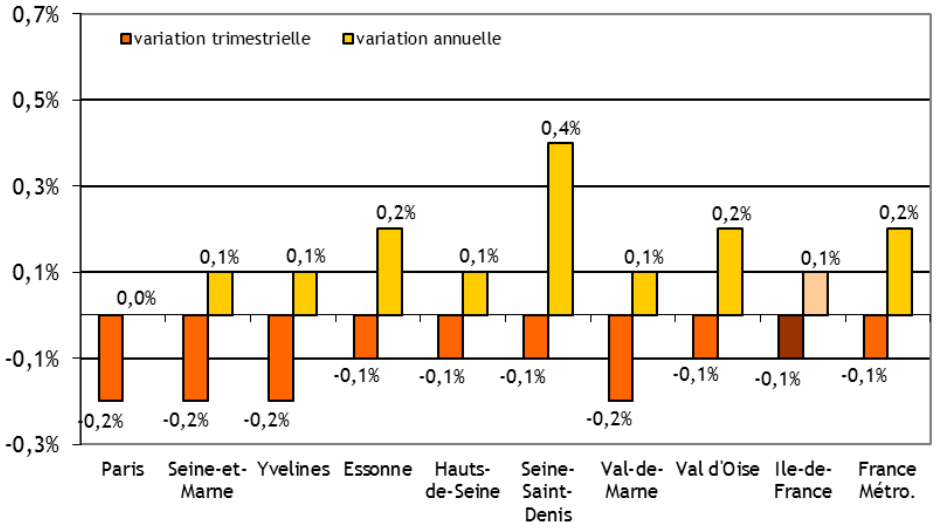
- La Seine-Saint-Denis demeure le département francilien où le taux de chômage est le plus élevé, atteignant 13,1 % (-0,1 point par rapport au quatrième trimestre, et +0,4 point en un an, la plus forte progression en Île-de-France). Il est suivi par le Val-d'Oise où le taux s'élève à 10,1 % (-0,1 point sur le trimestre, +0,2 point en un an). Ce sont les deux seuls départements franciliens où le taux de chômage est supérieur à celui de la France métropolitaine.

- Paris voit son taux de chômage s'établir à 8,2 % et reculer de -0,2 point par rapport au trimestre précédent. Il s'agit également du seul département où le taux est resté stable par rapport à l'année dernière.

Taux de chômage localisé au 1er trimestre 2015



Évolution du taux de chômage localisé au 1er trimestre 2015

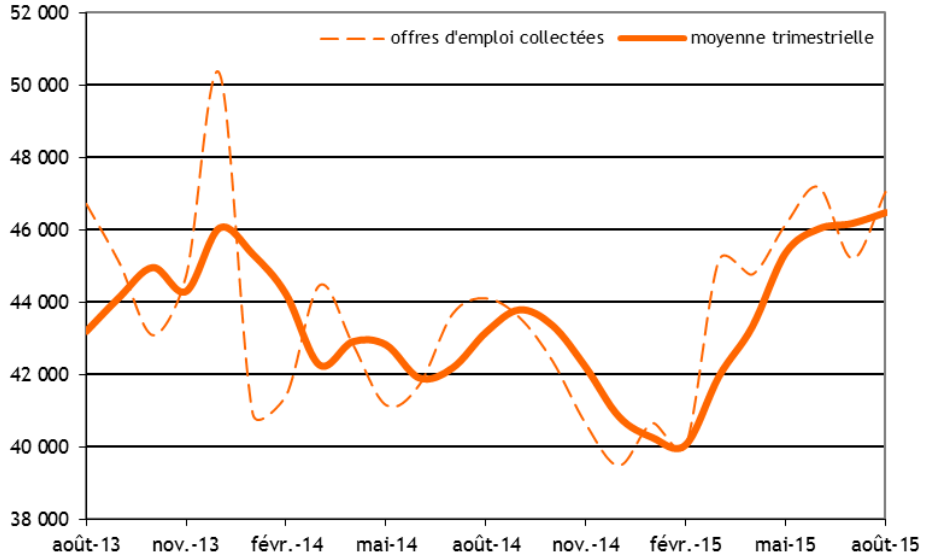


Source : Insee

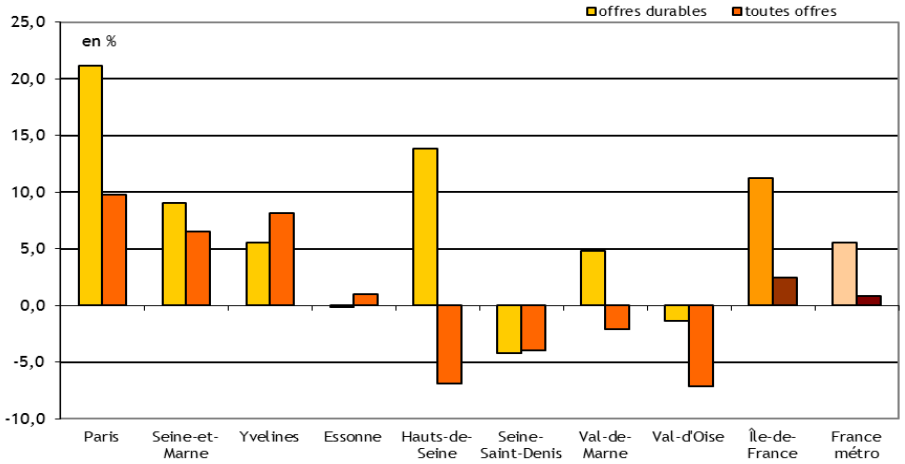
Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin août 2015

- En août 2015, 47 050 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 29 580 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Le nombre d'offres durables et non durable progresse par rapport au mois précédent.
- En rythme trimestriel, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région augmente de +2,5 %, grâce à la hausse importante du nombre d'offres durables (+11,3 %) tandis que les offres non durables baissent fortement (-10,1 %).
- En France métropolitaine, le nombre d'offres d'emploi collectées augmente légèrement (+0,8 %), avec une dynamique similaire : hausse marquée des offres durables (+5,6 %) et baisse sensible des offres non durables (-4,1 %).

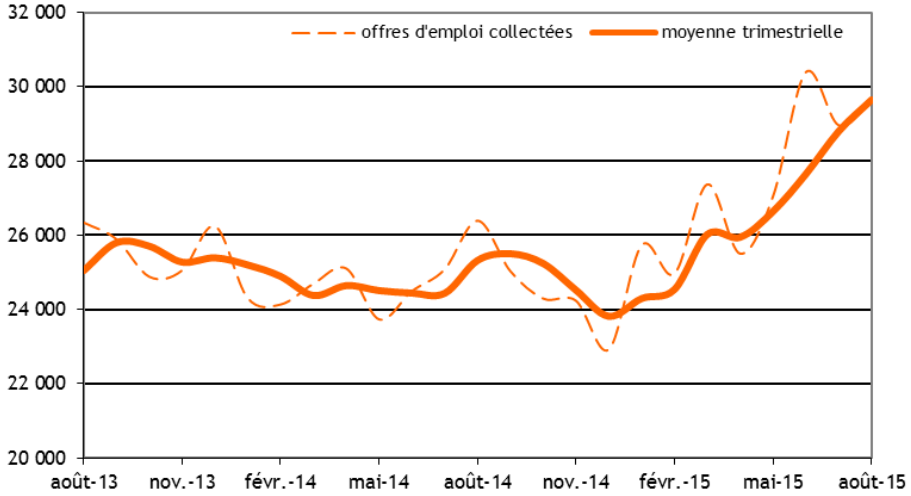
Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis août 2013 (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis août 2013 (données CVS)

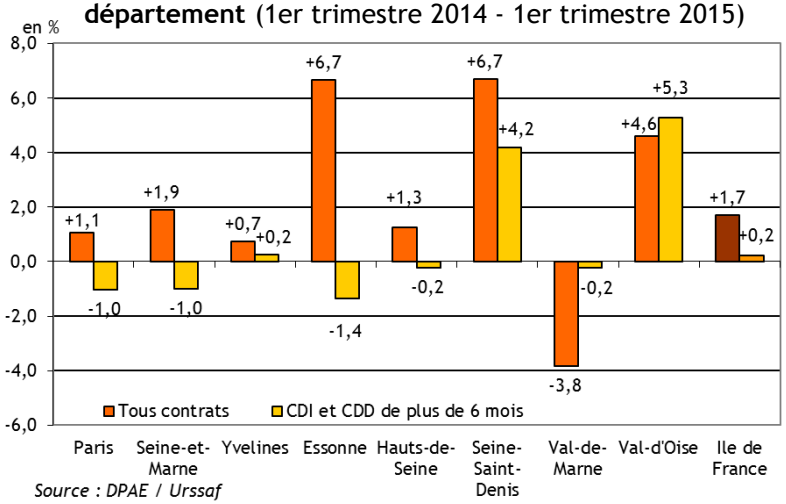


Sources : Dares / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 1er trimestre 2015

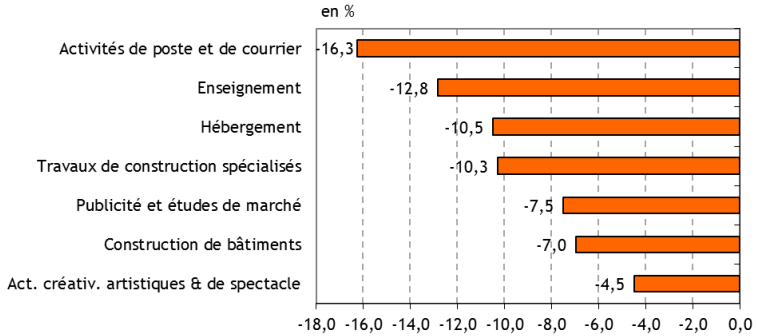
- Plus de 268 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) ont été enregistrées au premier trimestre 2015 en Île-de-France (hors contrats intérimaires).
- Le nombre de DPAE au premier trimestre 2015 a augmenté tous contrats confondus en Île-de-France par rapport au premier trimestre 2014 (+1,7 %) et est resté stable pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +0,2 %).
- Tous contrats confondus, l'Essonne et la Seine-Saint-Denis ont connu les augmentations annuelles les plus importantes (+6,7 %), suivis par le Val-d'Oise (+4,6 %). En revanche, le nombre de DPAE déposées par des établissements Val-de-Marnais a baissé (-3,8 %).
- Pour les CDI et CDD de plus de six mois, la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise ont observé les progressions les plus importantes (+4,2 % et +5,3 %). Malgré la hausse du nombre de DPAE tous contrats confondus, l'Essonne a connu la plus forte baisse pour les contrats durables (-1,4 %).
- C'est dans les activités administratives, financières, immobilières et de programmation que la plus forte progression de DPAE pour les contrats durables (supérieure à 9 %) a été enregistrée.
- Les travaux de construction spécialisés et la construction de bâtiment affichent une baisse importante (-10,3 % et -7,0 %), de même que l'hébergement (-10,5 %).

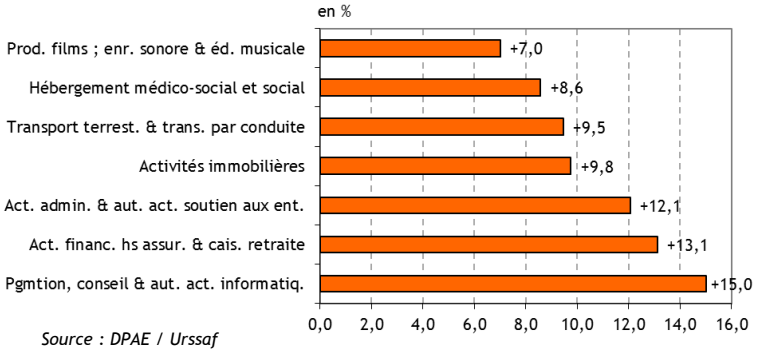
Évolution des déclarations préalables à l'embauche par département (1er trimestre 2014 - 1er trimestre 2015)



Source : DPAE / Urssaf

Les sept secteurs d'activités (en NAF 88) à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante





Source : DPAE / Urssaf

L'intérim à fin juin 2015

- Près de 300 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de juin 2015 en Île-de-France, ce qui représente, en moyenne journalière, 97 000 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

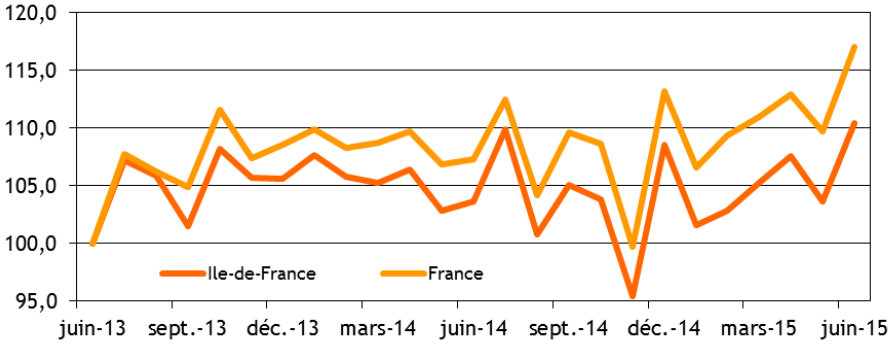
- Le nombre de contrats signés et le nombre d'intérimaires en EETP ont augmenté ce mois-ci. En moyenne, sur le 2ème trimestre 2015, le nombre d'intérimaires est également en hausse : +3,8 % par rapport au 1er trimestre 2015 (données CVS).

- L'utilisation de l'intérim dans l'industrie progresse : +3,4 % pour le nombre d'EETP par rapport au 1er trimestre 2015, grâce notamment à la progression dans la fabrication de matériels de transport et les industries agro-alimentaires (resp. +6,5 % et +7,7 %).

- Pour la première fois depuis fin 2013, l'intérim dans la construction enregistre une forte hausse, après les baisses enregistrées au cours de 2014 : +4,2 % par rapport au 1er trimestre 2015.

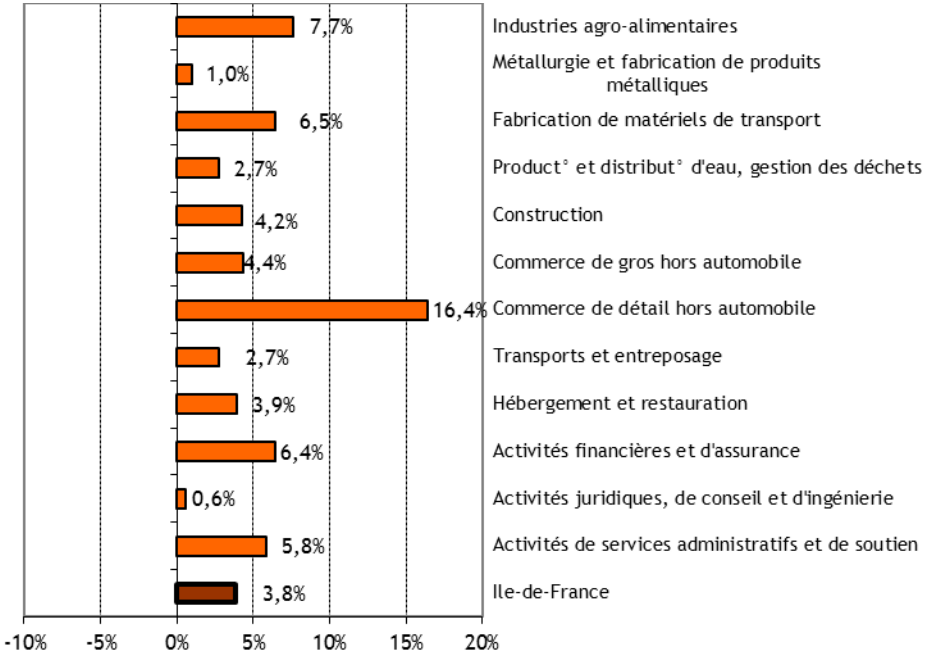
- L'intérim augmente également dans le tertiaire (+4,5% par rapport au 1er trimestre 2015), et dans tous les principaux secteurs : des fortes hausses dans le commerce de détail (+16,4 %), et dans une moindre mesure dans les activités financières et les activités juridiques et de conseil (resp. +6,4 % et +5,8 %). La progression est plus modérée pour les activités juridiques et le transport et entreposage (resp. +0,6 % et +2,7 %).

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP
(données CVS/CJO – base 100 à fin juin 2013)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité

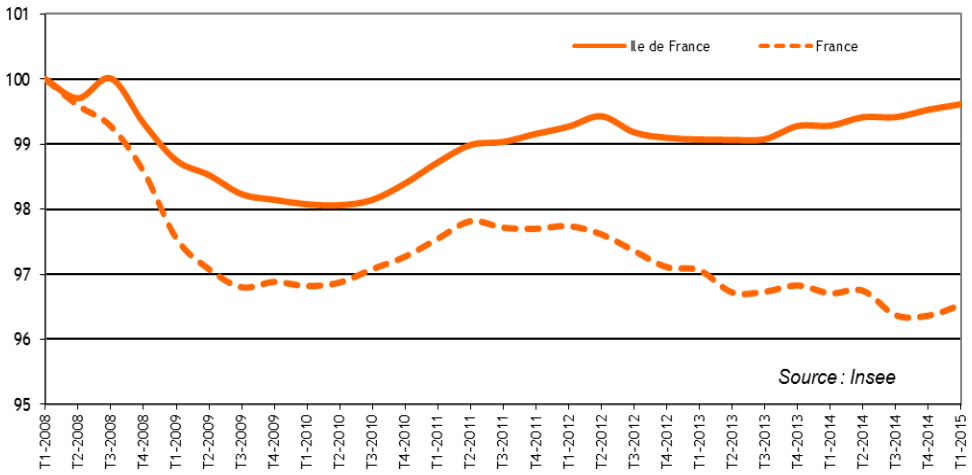


Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

L'emploi salarié au 1er trimestre 2015

- Au premier trimestre 2015, l'emploi salarié marchand francilien progresse très légèrement (+3 500 emplois, soit +0,1 %) selon les estimations provisoires de l'Insee. En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand gagne +26 400 postes, soit +0,2 %.
- Sur un an, l'emploi salarié progresse de +0,3 % en Île-de-France, tandis qu'il recule de -0,2 % en France métropolitaine.
- La Seine-et-Marne subit la seule baisse sur le trimestre (-0,6 %, pour -1 700 postes). Les plus fortes hausses concernent la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne (tous deux +0,3 %). Paris est néanmoins le département qui crée le plus grand nombre d'emplois (+1 900 emplois, +0,1 %).
- La plus importante hausse annuelle concerne Paris (+0,8 %, +9 900 emplois). Suivent les Yvelines et la Seine-Saint-Denis (chacun +0,4 % pour +1 600 postes), le Val-de-Marne (+0,3 %, +1 000 emplois). Deux départements voient leur emploi salarié marchand reculer : l'Essonne (-0,3 %, -1 000 postes) et la Seine-et-Marne (-0,2 %, -700 emplois).

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1er trimestre 2008 (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 1er trimestre 2015	Evolution trimestrielle (par rapport au 4ème trimestre 2014)		Evolution annuelle (par rapport au 1er trimestre 2014)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 291 793	1 906	0,1	9 880	0,8
Seine-et-Marne	302 409	-1 707	-0,6	-699	-0,2
Yvelines	364 679	656	0,2	1 626	0,4
Essonne	298 482	-47	0,0	-955	-0,3
Hauts-de-Seine	811 180	21	0,0	598	0,1
Seine-Saint-Denis	393 834	1 016	0,3	1 618	0,4
Val-de-Marne	358 011	1 075	0,3	1 042	0,3
Val-d'Oise	260 126	561	0,2	422	0,2
Ile-de-France	4 080 515	**3 480**	0,1	**13 531**	**0,3**
France métropolitaine	15 390 500	26 400	0,2	**-28 600**	-0,2

Source : Insee

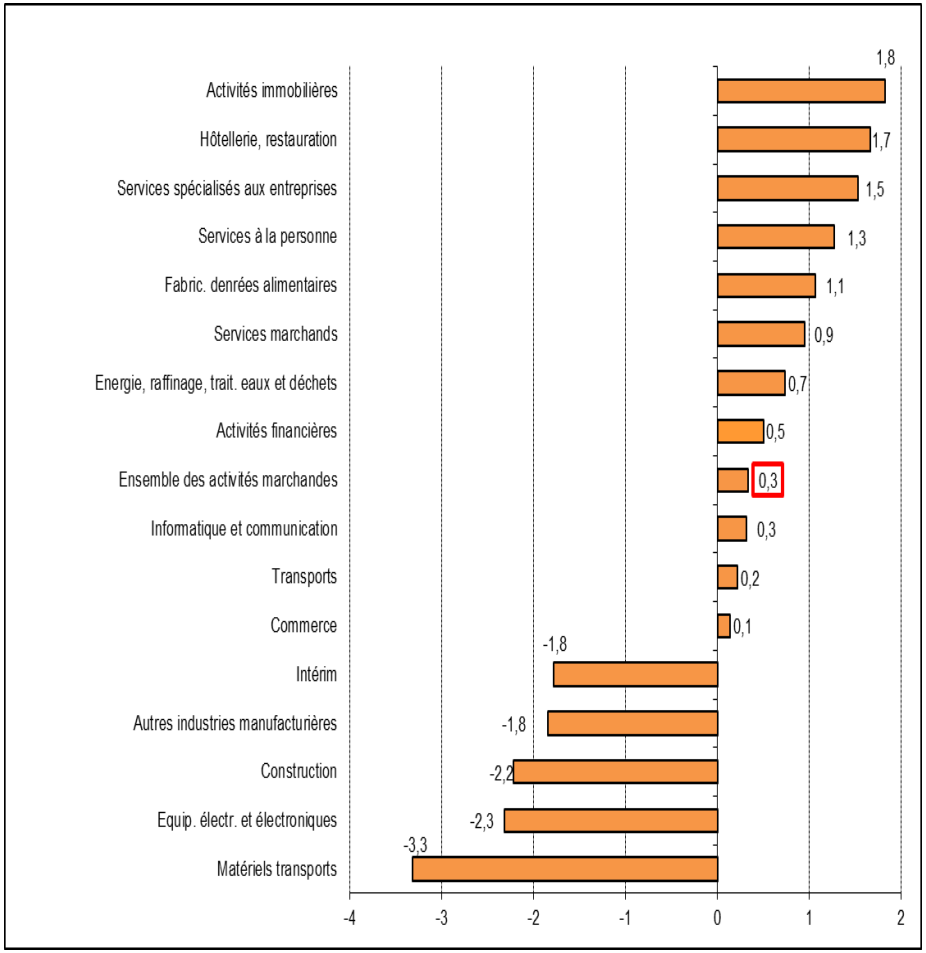
L'emploi salarié au 1er trimestre 2015

❑ Au premier trimestre 2015, le nombre d'emplois dans l'industrie diminue de nouveau en Île-de-France, à l'image du trimestre précédent (-0,4 %). L'emploi recule également dans la construction (-0,2 %) et dans le commerce (-0,1 %). Comme au trimestre précédent, les services marchands restent le seul secteur créateur d'emplois en Île-de-France (+0,3 %).

❑ Sur un an, la construction enregistre une forte baisse (-2,2 %, pour -6 100 emplois). L'industrie affiche également une diminution sensible, à -1,4 % (-6 300 emplois). Elle est due aux baisses observées pour la fabrication d'équipements électriques et électroniques, la fabrication de matériels de transports et les « autres industries manufacturières » (pharmacie, chimie…). Le commerce connaît une légère hausse annuelle (+0,3 %, +2 000 postes).

❑ Les services marchands gagnent 25 000 postes sur un an (+0,9 %). En hausse, on retrouve les activités immobilières (+1,8 %), l'hôtellerie et la restauration (+1,7 %) et le domaine des services spécialisés aux entreprises (conseil, ingénierie…) à +1,5 % (créant le plus grand nombre de postes, soit 13 600). En revanche, malgré le fort rebond au dernier trimestre 2014, le secteur de l'intérim connaît une baisse marquée au premier trimestre 2015 (-2,5 %, -2 100 emplois), qui se traduit par la seule baisse sur l'année parmi les services marchands (-1,8 %, -1 500 postes).

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 1er trimestre 2014 et le 1er trimestre 2015, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)

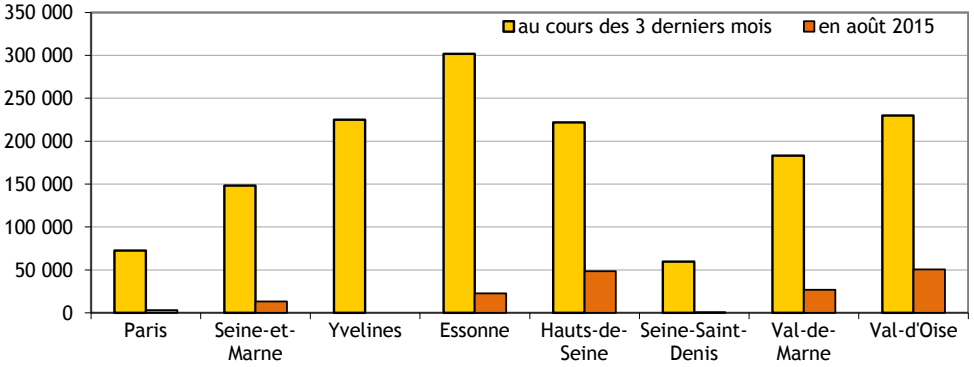


Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

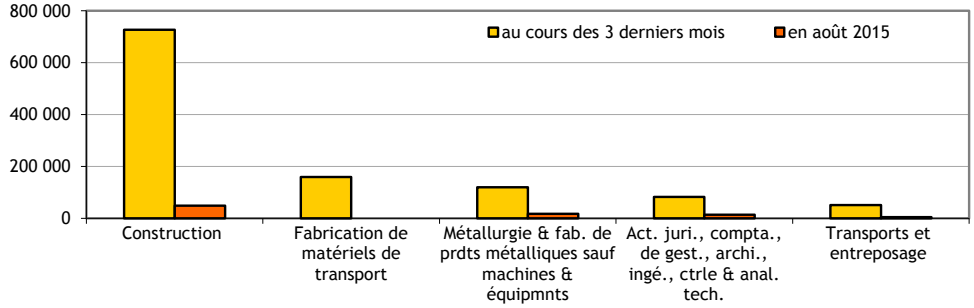
L'activité partielle en août 2015

- Les sollicitations d'activité partielle motivées par la conjoncture économique ont été particulièrement peu nombreuses en août dernier. Seules 45 autorisations ont en effet été accordées.
- 165 293 heures de travail ont ainsi été autorisées à être chômées en Île-de-France, soit le chiffre le plus faible depuis août 2013.
- Les départements du Val-d'Oise et des Hauts-de-Seine cumulent plus de la moitié des heures d'activité partielle demandées ce mois-ci dans la région.
- Les départements du Val-de-Marne et de l'Essonne concentrent respectivement 16 % et 14 % des heures demandées en août dernier.
- 25 % des heures autorisées ce mois l'ont été au bénéfice de deux établissements (21 152 heures au bénéfice d'un établissement de travaux de construction spécialisés et 18 000 heures au bénéfice d'un établissement de fabrication de produits métalliques).
- La construction demeure le secteur sollicitant le plus cette mesure ces trois derniers mois, suivie de la fabrication de matériels de transport.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en août	45	4	4	0	8	8	1	7	13
cumul 2015	1 057	151	151	147	145	89	100	109	165
Heures associées en août	165 293	2 997	13 261	0	22 691	48 407	600	26 784	50 553
cumul 2015	5 300 141	226 554	739 246	1 126 698	848 607	553 614	366 459	735 107	703 856

Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Les plans de sauvegarde de l'emploi en août 2015

➢ *Depuis le mois de juillet 2015, les données présentées portent sur les plans de sauvegarde de l'emploi. Pour plus d'informations sur ce changement de méthode, se référer aux avertissements figurant en page 18 de la synthèse mensuelle de septembre 2015*

❑ En août, 12 procédures concernant 531 emplois ont été ouvertes et signalées aux services de la Direccte. Parmi ces emplois, 81 seront perdus pour cause de liquidations judiciaires.

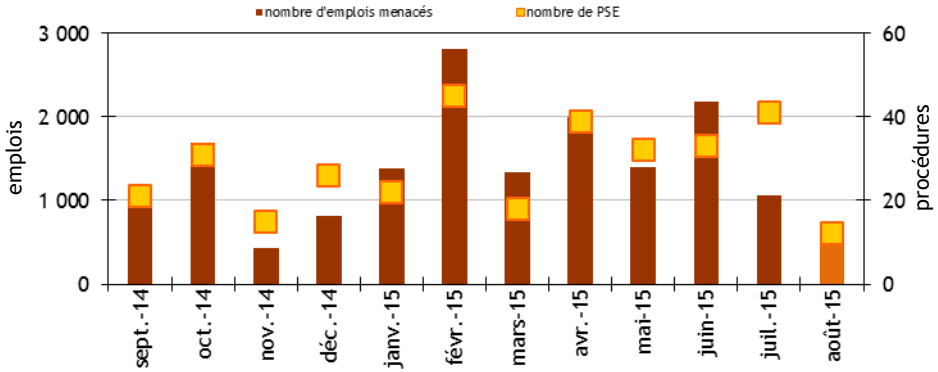
❑ Le nombre de postes menacés par des procédures initiées en août n'est sans doute pas significatif, les entreprises ayant une activité beaucoup plus réduite pendant ce mois.

❑ Depuis le début de l'année, les départements de la petite couronne semblent globalement plus affectés que les autres en proportion de leur emploi local. Le plus touché est la Seine-Saint-Denis. Parmi les autres départements, seul le Val-d'Oise a été affecté durement par les PSE. Le reste de la grande couronne, ainsi que Paris, sont davantage épargnés.

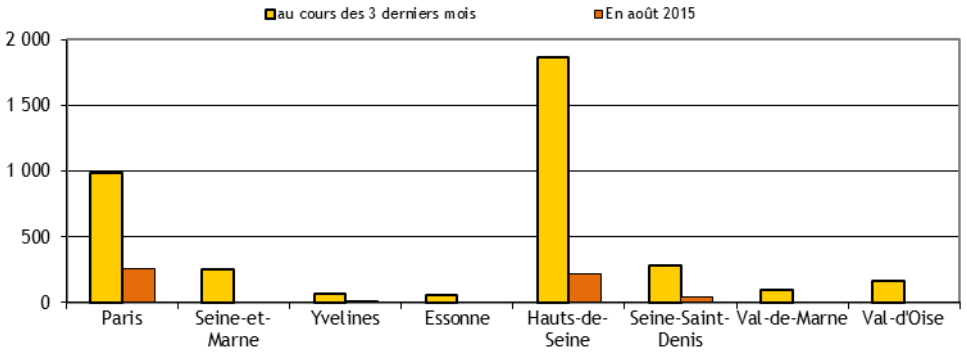
❑ Les secteurs de l'imprimerie et de l'industrie pharmaceutique sont très affectés depuis le début de l'année. Ce sont des secteurs qui détruisent beaucoup d'emplois depuis longtemps dans la région. Le secteur des arts et activités récréatives a également été fortement touché.

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départements
PSE en août	12	6	0	1	0	3	2	0	0	0
cumul 2015	668	188	29	53	34	190	69	35	33	37
Salariés concernés	531	260	0	3	0	220	48	0	0	/
cumul 2015	13 275	3 842	565	656	387	4 018	2 050	978	779	/

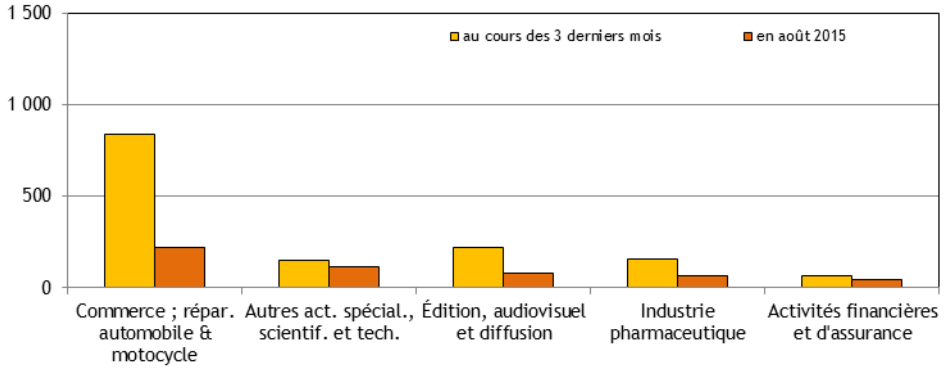
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Source : SI-Homologation- Traitement : DIRECCTE / SESE